

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Oui, le projet de m%C3%A9tropole,1300.html

Après les élections municipales

Oui, le projet de métropole était bien un projet de droite

- Vie politique -

Date de mise en ligne : mardi 8 avril 2014

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

La vague bleue a touché toutes les métropoles et notamment la métropole Lyonnaise, que François Hollande citait en exemple, félicitant Gérard Collomb, avant-garde de la réorganisation institutionnelle de la France. Elle nous confirme que le projet de métropole était bien un projet de droite, comme nous avons été plusieurs à le dénoncer en 2013 dans sa sauce Hollande comme en 2010 dans sa sauce Sarkozyste, et c'est au final la droite qui en tire profit, que ce soit en s'affichant jusqu'au boutiste, comme Buffet annonçant que Oullins allait devenir le 10ème arrondissement de Lyon, ou comme défenseur des communes comme Forissier, jouant avec les contradictions du projet.

Il faut faire le bilan des discussions des communistes qui ont conduit à une grande diversité de situations dans la préparation des élections municipales. Il est clair que nous avons collectivement sous-estimé les conséquences locales d'une situation nationale d'un gouvernement PS-Verts menant une politique brutale et antisociale. Nous payons le prix fort, dans le Rhône notamment, avec une perte de villes et d'élus, alors même que nous ne participons pas à ce gouvernement et que nos parlementaires ont mené des batailles fortes. Mais trop de nos élus ont laissé croire que la politique de l'agglomération n'avait pas de lien avec la politique nationale, que Gérard Collomb menait donc une politique de gauche, et qu'il fallait s'inscrire dans la continuité avec le mandat 2008-2014...

Le résultat est que malgré la décision des communistes Lyonnais, malgré l'agressivité du PS contre nos villes, nous n'avons pas été identifiés comme une réponse au rejet du PS, même si nous résistons dans une bataille ou nos militants et nos partenaires se sont affirmés sur des objectifs en rupture avec ce que voulait nous imposer le PS. Dans ces conditions, ne pas faire le bilan de dans la préparation de ces élections, de notre participation à l'exécutif du Grand Lyon serait irresponsable. Faut-il rappeler le soutien à Collomb affiché par l'ancien responsable du groupe au Grand Lyon, tout comme l'absence de positions fortes de la direction fédérale dans la défense de nos villes agressées par le PS au profit d'accord pour une tête de liste à Villefranche présentée comme "gagnable" ?

Au-delà de ces anecdotes, la question fondamentale est bien celle de l'Union de la gauche dont la forme née avec le programme commun est définitivement dépassée. Ce n'est pas la nécessité d'une stratégie de rassemblement et d'union qui est mise en cause, au contraire, dans nos villes, nous avons démontré notre capacité à rassembler largement, bien plus largement que le Front de Gauche. Mais le parti socialiste qui mène une politique toujours plus à droite, atlantiste, anti-syndicale, répressive, n'est plus le parti "réformiste" du monde du travail, mais est devenu un parti du système pour qui l'existence de villes communistes est une épine insupportable, et qui nous attend à chaque élection pour nous détruire par tous les moyens possibles. On disait il y a 30 ans que l'union était un combat, mais c'est devenu un combat à mort, autrement dit, pour nous un suicide politique.

Il suffit de constater la réaction de Gérard Collomb à la vague du premier tour qui mettait en cause plusieurs villes socialistes de l'Est Lyonnais. Il n'est pas allé à Rillieux rappeler les socialistes à l'ordre, il n'est pas allé à Décines, Moins ou Chassieu défendre les conséquences positives du Grand Stade, ou se positionner contre la décision du gouvernement de reporter le tronçon Sud du CFAL. Il n'est pas allé à St-Priest contre la collusion UMP FN... Mais il est venu à Vénissieux apporter son soutien à une campagne calomnieuse, frauduleuse, et pour tout dire mafieuse, qui nous fait prendre conscience que le PS Marseillais n'est pas une exception. Il n'est pas allé à Vaulx, mais il a soutenu une alliance avec la droite qui perd 5% sur son résultat de 2008, ce qui montre comment le PS a pu gagner la ville. Les échos que nous avons en dehors du département confirment dans de nombreux endroits que le PS peut utiliser les pires moyens quand il décide de nous attaquer. Quand il ne le fait pas et que nous poursuivons l'union de la gauche, il ne nous sauve pas nécessairement. Tout un symbole, il nous attaque à Villejuif avec la droite et les écologistes, mais il nous laisse perdre à Bobigny !

Or, dans l'agglomération Lyonnaise, il faut noter que la droite ne progresse pas partout de la même manière, même si personne n'est épargné par la vague bleue. A Vénissieux, elle ne progresse que de 2,8%, et si on tient compte du vote Modem de 2008, elle ne progresse pas. A Villeurbanne, elle ne progresse pas au premier tour et de seulement

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

2,1% au second tour, tout en perdant en voix... Quand on compare avec Lyon 8eme, ou le FN explose, portant le total droite à un record historique, la différence saute aux yeux, il faut expliquer pourquoi.

De fait, Vénissieux et Villeurbanne ont en commun d'avoir un maire qui a tenu tête aux discours lénifiants sur la métropole, deux maires qui ont fait savoir à tous qu'ils allaient défendre leur commune dans cette euro-métropole de la concurrence et des grands projets. Ils pouvaient être identifiés comme des points de résistance à la centralisation métropolitaine.

La question de la majorité du Grand Lyon entre la gauche et la droite doit être posée dans ce contexte. Personne ne sait encore ce que feront les élus centristes courtisés par l'UMP et le PS et la situation réelle est clairement une majorité à droite. Pour ne pas laisser l'agglomération à l'UMP, il faut donc une stratégie claire. Soit les Lyonnaiseries politiciennes continueront pour construire une majorité de centre droit dirigée par Collomb, et nous ne découvrirons le résultat qu'au dépouillement, sans rien savoir des conditions des accords passés avec la droite, soit nous portons dans le débat public la question d'une autre majorité, respectant les communes et leur choix, respectant donc le résultat des élections, mais non pour imposer une métropole outil d'austérité, de concurrence et de centralisation, mais pour imposer que la métropole reste une intercommunalité au profit de ses 58 communes. C'est le sens de la décision du maire PS de Villeurbanne de constituer son propre groupe, et c'est ce qui peut permettre un rapprochement de maires de centre droit sur des bases claires et publiques que nous pourrions soutenir.

Quand Collomb affirme qu'il peut continuer à présider la métropole issue de ces élections, il nous dit que sa présidence sera encore plus à droite, encore plus opaque, encore plus dirigée par la superstructure au profit des grands projets. Je rappelle la carte des travaux de voirie diffusée en 2012 par les services du Grand Lyon et montrant où il fallait dépenser pour maintenir techniquement l'état des chaussées, et où les accords politiciens de la majorité de Collomb conduisaient à investir.

La question centrale pour ne pas céder à la droite, c'est donc de poser la question d'une autre présidence du Grand Lyon, une présidence qui ne soit pas centrée sur Lyon. C'est d'ailleurs ce que prévoit la loi à partir de 2020, et il a fallu un amendement exceptionnel pour permettre à Collomb d'être candidat. On est dans ce cas au comble d'une loi opportuniste, bien loin de la recherche de l'intérêt général !

Collomb répond que la métropole ne peut pas se faire contre la ville centre, mais il est tout aussi clair qu'elle ne doit plus se faire contre les autres villes, et notamment pas contre la couronne Est de l'agglomération, contre ses villes populaires

D'autant que Collomb n'est plus le candidat naturel et unique de la gauche ! Les élus communistes, du GRAM, des verts, les élus de Bret et ceux qu'il pourrait rallier dans d'autres communes, et les élus Synergies, c'est presque la moitié de l'ancienne majorité qui peut défendre l'idée d'une autre présidence !

Nous ne laisserons pas la droite gagner, mais si nous battons publiquement la droite, en passant de fait un accord masqué avec elle pour partie, nous aggraverons la crise politique, la perte de confiance dans les institutions et la vie démocratique.

Nous devons prendre les devants et annoncer une position forte autour d'une présidence collégiale, associant les grandes villes et pas seulement Lyon, sur des objectifs clairs pour l'agglomération...

Cela suppose de redéfinir avec énergie les priorités du GL. L'ère des grands projets est derrière nous, la course à la concurrence des métropoles avec le grand stade, les tours, le TOP... au moment ou la majorité du peuple souffre, avec une forte aggravation des inégalités sociales dans l'agglomération est insupportable. Il faut affirmer une vraie

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

priorité aux missions premières du quotidien pour les habitants, propreté, collecte, voirie, sécurité, ce qui renforce encore la nécessité d'un rééquilibrage entre communauté et communes, à l'opposé de la loi métropole.

Il faut affirmer une ambition pour la politique sociale du département et de la métropole qui soit au niveau de la grave aggravation des inégalités sociales dans le Grand Lyon comme dans toutes les grandes villes, en affirmant que cette politique sociale n'est pas une politique de division entre les exclus et les autres, mais au contraire une politique d'affirmation de droits pour tous.

Cela suppose de déplacer nettement le curseur des 3/3 dans les investissements entre les grands projets, le coeur d'agglo, et les communes... Ce serait un point de convergence avec le maire de Villeurbanne. D'autant qu'un des axes à renforcer est celui des transports publics (prochain PDU et PLU-H). Il faut mettre sur la table les demandes fortes de l'Est Lyonnais, relancer l'ambition du métro, annoncer une ambition à long terme sur l'ensemble du périphérique, autant Ouest que Est, en étant réaliste sur la nécessité de financements de l'Etat.

Allons plus loin, car la vague à droite ne va pas s'arrêter, elle va continuer aux européennes, ce qui pose d'autres questions, mais elle va aussi continuer mécaniquement aux sénatoriales.

Peut-on résister à la droite en poursuivant la confusion avec le PS, avec le gouvernement ? Quand le peuple s'exprime avec autant de force, il ne faut pas se cacher, et il y a une double exigence pour les communistes

- ne pas s'enfermer dans un discours "pur et dur" qui ferait la sourde oreille aux résultats des municipales. Prendre en compte l'état réel du peuple, qui se prononce moins que jamais par référence à des courants d'idées, à gauche comme à droite, mais en réaction négative à la manière dont les institutions répondent aux urgences vécues, sur la précarisation, l'insécurité qui est d'abord sociale, une mondialisation capitaliste qui transforme chaque homme en loup ou en gibier...
- ne pas dire la vérité sur la nécessité de forces de résistances, et donc sur l'importance des élections pour que la droite ne soit pas plus légitime que le PS pour mener une politique d'austérité...

Un candidat sénateur des communes qui s'affirment face à la métropole, candidat de la république contre la marchandisation, candidat de la défense de nos acquis dans la mondialisation aurait du sens ! C'est la seule possibilité de marquer des points et peut-être de gagner... Il est désormais impossible de passer dans les valises du PS.

Enfin, un dernier point, il est impossible d'accepter que Bernard Rivalta reste président du SYTRAL. Ce candidat a participé pleinement à la pire des campagnes à Vénissieux, faisant venir des cadres du SYTRAL à Vénissieux pour la distribution de tracts sur les marchés, allant devant les mosquées le vendredi 28 mars reprendre les rumeurs sur une décision du maire de fermer les mosquées, ou défendant le droit au Hallal dans les cantines. C'est d'un Guerini dont nous parlons et le parti socialiste s'honorerait à stopper là avec lui.

Enfin, il nous faut aussi réfléchir à un fonctionnement du groupe du Grand Lyon, en lien avec l'ADECR qui soit une aide pour nos élus des villes perdues à s'organiser et tenir pour reconstruire... Nous devons affirmer comme l'a fait Bernard Genin, notre détermination à tenir et reconquérir des villes au service de leurs habitants.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux